

PROJET TRANSVERSAL MIGRATIONS ET RELATIONS INTERNATIONALES

Animé par Catherine de Wenden, Riva Kastoryano et Anne de Tinguy

Avec la collaboration de Mirjana Morokvasic (CNRS, LASP)

Et avec la participation ponctuelle au CERI de Bertrand Badie, Semih Vaner, Gilles Favarel-Garrigues, Jean-Philippe Béja, Antonella Capelle-Pogacean et Daniel Sabbagh.

I – Problématique

Le champ de recherche sur les migrations internationales dans une approche de science politique a été considérablement affecté par les mutations survenues dans l'espace politique interne et international des années récentes : la mondialisation des flux, l'activation des réseaux migratoires transnationaux, l'exode des réfugiés, la recomposition des frontières et leur transgression, les dynamiques d'appartenance et d'exclusion, les phénomènes de double nationalité, la construction d'identités collectives et d'appartenances multiples participent de ces évolutions.

La démarche consistant à constituer un projet transversal au sein du CERI s'inscrit aussi dans un questionnement plus large sur la place des migrations dans la science politique de l'international, puisqu'il s'agit d'une thématique éminemment pluridisciplinaire, sans cesse confrontée aux défis d'une réalité en mutation.

Une telle approche, variée dans ses thématiques, nous amène à poursuivre les questionnements apportés par les migrations à :

- l'Etat et la souveraineté
- la citoyenneté
- l'espace international



II – Champ d’analyse : l’Europe

L’Europe, devenue l’une des premières régions d’immigration dans le monde au cours de ces vingt dernières années au point d’être devenue une région d’immigration malgré elle car l’immigration ne fait pas partie de son identité collective a été particulièrement concernée, tant à l’ouest, qu’à l’est et au sud, par cette nouvelle donne. Outre les mutations survenues relatives aux flux et politiques migratoires, aux frontières, à la nationalité et à la citoyenneté, aux modalités du « vivre ensemble », l’immigration a sa part dans la définition de l’identité européenne. Elle donne aussi à l’Europe l’occasion de s’interroger sur un nous collectif, non pas comme un produit fini auquel doivent se conformer les nouveaux arrivants, mais comme une identité évolutive, redéfinie en permanence par les nouveaux venus, à l’instar des grands pays d’immigration.

Notre champ d’analyse inclura aussi *le rôle des migrations et de la mobilité dans la définition de l’espace européen* vu à partir de la nouvelle Europe, actuelle et en devenir (PECO, Russie, Ukraine, NEI mais aussi Turquie et Balkans). L’ouverture du rideau de fer et l’effondrement des régimes communistes de type soviétique ont permis la réunification de l’Europe. La nouvelle Europe, née en 1989, n’en finit pas de se transformer. Cette Europe en redéfinition n’est pas seulement le fruit de décisions étatiques. Elle est aussi un espace qui se construit par et au niveau des sociétés. Ce projet part de l’idée que ceux qui décident de migrer ou de séjourner à l’étranger ou de construire leur vie dans la mobilité participent à la construction de cet espace européen qui est pluriel. L’objet de cette recherche collective et pluridisciplinaire est d’étudier leur impact et les voies de leur impact.

A - Européanisation et démocratisation des pays concernés

Les migrations et la mobilité sont des instruments de l’intégration des PECO, des NEI et des autres pays étudiés en Europe. Elles mettent des sociétés en contact et créent des liens au niveau des sociétés et des Etats. Elles sont source de transferts sociaux, culturels, politiques et financiers qui permettent aux pays de départ concernés de s’européaniser. *Après avoir défini le concept d’européanisation, nous nous pencherons sur les flux, les formes de la mobilité et les réseaux mis en place, puis sur la question des transferts sociaux, culturels et politiques.* Pour mener cette recherche à

bien, nous avons retenu plusieurs études de cas : rôle des jeunes élites de la diaspora ainsi que celui des anciens émigrés qui reviennent dans leur pays d'origine dans le processus de transformation de leur pays d'origine ; étude de l'impact des actions de Soros ; étude au niveau d'universités, etc. Nous nous pencherons aussi sur l'impact socio-économique des *transferts financiers, économiques et technologiques (transferts de savoir faire)* faits par les migrants, temporaires, pendulaires ou autres.

B – L'impact de l'élargissement à l'est sur l'UE

- Etude de l'évolution des flux
- Conséquences économiques : sur les marchés du travail, sur les délocalisations, le coût du travail et donc les salaires
- Politiques migratoires des PECO et européanisation des politiques des 25

C – La nouvelle frontière orientale de l'UE

Deux volets sont à étudier : le volet sécurisation : Schengen, politiques de lutte contre la criminalité organisée ; le volet coopération, y compris les éléments en la matière de la politique de voisinage. La question des enclaves (Kaliningrad notamment) relève aussi de cette problématique, la question étant entre autres de savoir si on peut créer des situations dérogatoires.

III – Programme de travail

Un séminaire de recherche : six séances prévues d'ici le 1^{er} janvier 2006 (douze séances prévues sur deux ans), articulées sur le principe de l'alternance entre séances théoriques et séances d'analyse.